



MAIRIE

LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



x6

6.1 POLICE MUNICIPALE

2016/197

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET D'OCCUPATION DE VOIRIE **Piscine chemin St Georges**

N° 2016/197

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention et Police Municipale à Monsieur Xavier GIRAUD;Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;Vu la demande de Mr Laurent WIDERSKI, concernant la livraison d'une piscine au droit de son domicile sis 113 chemin St Georges - 83143 LE VAL, nécessitant d'interrompre la circulation;**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, le pétitionnaire est autorisé à interrompre la circulation chemin St Georges - 83143 LE VAL, le temps nécessaire à la livraison de sa piscine le 02 novembre 2016 entre 8h00 et 13h30.

ARTICLE 2 : une barrière sera installée à l'entrée du chemin par les services techniques de la commune. Le pétitionnaire s'engage à positionner la barrière au milieu de la chaussée, dès l'arrivée de la piscine, de manière à ce que la signalisation apposée sur celle-ci soit visible par tous les automobilistes. Le pétitionnaire s'engage à remettre la barrière sur le côté de la chaussée dès la fin des travaux.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'engage à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux et à faciliter la circulation des véhicules d'intervention et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégâts constatés sur le domaine public et privé, avec une attention particulière sur l'état du revêtement récent de la place Gambetta.

ARTICLE 5 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le

29 OCT. 2016



Fait au Val, le 21 octobre 2016

L'adjoint Délégué à la Sécurité
Xavier GIRAUD